

**Décret n°855/PR/MTE du 9 novembre 2006 fixant
le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti en République Gabonaise**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT;

Vu la Constitution;

Vu le décret n°75/PR du 20 janvier 2006 fixant la composition du gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu la loi n°3/94 du 21 novembre 1994 portant Code du Travail, modifiée par la loi n° 12/2000 du 12 octobre 2000;

Vu le décret n°221/PR/MTE du 6 février 1984 portant attributions et organisation du Ministère du Travail et de l'Emploi;

Vu le décret n°1189/PR/MRH du 19 juillet 1985 fixant les attributions et l'organisation du Ministère des Ressources Humaines;

Vu le décret n°87/PR/MTSS du 6 février 1974 relatif à l'assimilation des entreprises ou sociétés forestières aux entreprises ou sociétés industrielles et commerciales;

Vu le décret n°1036/PR/MTE du 19 juin 1985 portant réajustement du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti;

Après avis de la Commission Nationale des Rémunérations;

Après avis de la Commission Nationale d'Etude des Salaires;

Le Conseil d'Etat consulté;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE:

Article 1^{er}.- Le présent décret, pris en application des dispositions de l'article 149 de loi n°3/94 du 21 novembre 1994 susvisée, fixe le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti, en abrégé SMIG, en République Gabonaise.

Article 2.- Sur l'ensemble du territoire national, le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti, est fixé à quatre vingt mille francs par mois pour le régime général et pour le régime agricole.

Article 3.- Le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti est calculé sur la base de 6 heures 40 minutes par jour pour les activités soumises au régime général, soit 40 heures par semaine, et de 8 heures de travail par jour pour les activités agricoles et assimilées, soit 48 heures par semaine.

Article 4.- Les dispositions de l'article 2 du décret n°87/PR/MTSS du 5 février 1974 susvisé restent en vigueur.

Article 5.- Les employeurs qui auront versé des salaires inférieurs au minimum fixé à l'article 2 ci-dessus seront passibles des peines prévues à l'article 195 du Code du Travail.

Article 6.- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n°1036/PR/MTE du 19 juin 1985 susvisé, et qui prend effet à compter du 1er octobre 2006, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 9 novembre 2006

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat;

EI Hadj OMAR BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement;

Jean EYEGHE NDONG

Le Ministre du Travail et de l'Emploi;

Christiane BITOUGAT

Le Ministre de l'Economie, des Finances,
du Budget et de la Privatisation;

Paul TOUNGUI